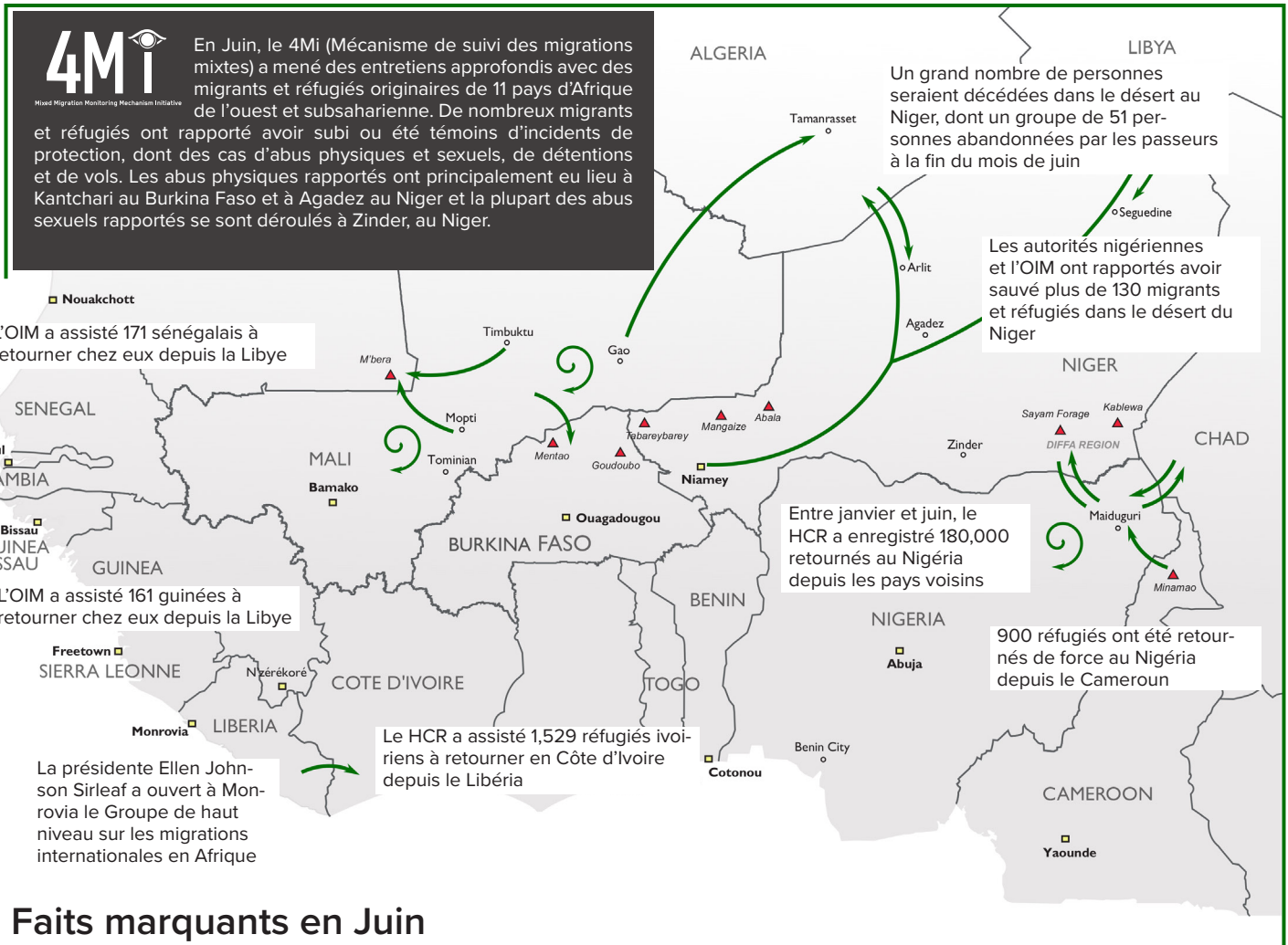


Afrique de l'Ouest

Résumé mensuel des migrations mixtes

Couvrant des événements, incidents, tendances et données liés aux migrations mixtes en Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre [site web](#) ou s'inscrire [ici](#) à la liste de diffusion.



Faits marquants en Juin

- La présidente Ellen Johnson Sirleaf a ouvert à Monrovia le Groupe de haut niveau sur les migrations internationales en Afrique. Le Groupe de haut niveau, mis en place par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) vise à formuler des recommandations pour construire et maintenir un consensus politique durable sur la mise en place d'un programme de développement de la migration internationale. Le groupe tiendra des consultations nationales, régionales et mondiales et rendra compte au Sommet des Chefs de l'Etat de l'Union Africaine en juillet 2018.
- Un grand nombre de personnes seraient décédées dans le désert au Niger, dont un groupe de 51 personnes abandonnées par les passeurs à la fin du mois de juin. Les autorités nigériennes et l'OIM ont

rapportés avoir sauvé plus de 130 migrants et réfugiés dans le désert du Niger.

- L'UE a publié le quatrième rapport d'étape sur le cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'Agenda européen pour les migrations. Le rapport dresse le bilan du Cadre de partenariat initié il y a un an pour aborder les migrations irrégulières et présente les principaux développements et progrès réalisés ainsi que les enseignements tirés et les principaux défis.
- Entre janvier et juin 2017, les africains de l'Ouest représentaient 57% (47,558) des arrivées en Italie par voie maritime (83,752). 17% des migrants et réfugiés arrivés par cette voie étaient nigériens, 9% ivoiriens et guinéens, et 6% gambiens, sénégalais et maliens.

Burkina Faso

Contexte: Selon ACAPS, la sécurité alimentaire s'est détériorée au Burkina Faso, en raison du début de la saison sèche. Environ 200,000 personnes sont confrontées à une crise ou situation urgente en termes de sécurité alimentaire. Les régions du nord sont les plus affectées.

En juin, l'UNICEF a rapporté que les écoles du nord du Burkina Faso, qui avaient été fermées en mars dernier, ont repris les cours. Aucune nouvelle attaque contre les écoles n'a été enregistrée suite à cette réouverture.

Contexte de déplacement : Selon l'UNICEF, 1,278 personnes, dont 344 femmes et 724 enfants ont été déplacées à l'intérieur du pays, dans la province de Soum, principalement dans 12 villages des communes de Diguel, Braboule et Djibo. A la date du 30 avril, il y avait 33,056 réfugiés maliens au Burkina Faso, majoritairement dans deux camps de la région du Sahel. Le Burkina Faso accueille également un nombre restreint de réfugiés, principalement centrafricains, tchadiens et rwandais.

Cote d'Ivoire

Arrivées d'ivoiriens en Europe : Entre janvier et juin 2017, 7,354 migrants et réfugiés ivoiriens sont arrivés en Italie par la mer, via la route centrale méditerranéenne, soit une augmentation de 40% par rapport aux 5,244 ivoiriens arrivés en Italie par la mer entre janvier et juin 2016.

Le nombre d'ivoiriens arrivés en Espagne par voie maritime et terrestre a considérablement augmenté, avec 1,281 migrants et réfugiés arrivés entre janvier et mai 2017 contre 387 durant la même période en 2016. Les ivoiriens représentent 19% du nombre total d'arrivées en Espagne entre janvier et mai 2017. 90% d'entre eux sont arrivés par voie maritime, représentant 31% du nombre total d'arrivées en Espagne par la mer au cours de cette période. Fermeture de l'opération des Nations-Unies en Côte d'Ivoire : Le 30 juin 2017, l'opération des Nations-Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a achevé son mandat, après 13 années de présence dans le pays. Le Secrétaire Général a salué la clôture de l'opération et a rendu hommage aux 150 soldats de la paix qui ont perdu la vie durant la mission.

Réfugiés dans les pays voisins : Au total, environ 30,000 ivoiriens sont encore réfugiés en Afrique de l'Ouest. A la fin du mois de mai 2017, 6,607 réfugiés ivoiriens vivaient au Ghana et 4,494 en Guinée et au 30 juin 2017, 13,317 réfugiés ivoiriens vivaient au Libéria.

Rapatriement des réfugiés ivoiriens : En juin 2017, le HCR a assisté 1,520 personnes dans leur retour volontaire en Côte d'Ivoire depuis le Libéria. Au total, entre janvier et mai 2017, le HCR a assisté 3,762 réfugiés ivoiriens dans leur retour en Côte d'Ivoire depuis des pays de la région. En avril, le HCR a organisé une mission « Go and see » (« allez voir ») en Côte d'Ivoire pour 18 représentants de réfugiés vivant au Libéria afin d'évaluer les conditions de vie et la situation sécuritaire dans leur pays d'origine pour mieux les informer en vue d'un retour.

Depuis 2015, 24,134 réfugiés ivoiriens sont retournés en Côte d'Ivoire avec le soutien du HCR, dont 23,417 retournés du Libéria et 717 du Togo, Mali et Sénégal.

Guinée

Contexte : En juin 2017, ACAPS a indiqué que la Guinée était dans une situation préoccupante liée à la détérioration de la sécurité alimentaire due à la saison sèche entre juin et septembre 2017. Plus de 285,000 personnes subissent les crises de sécurité alimentaire de juin à août.

Arrivées de Guinéens en Europe : Entre janvier et juin 2017, 7,759 réfugiés et migrants guinéens sont arrivés en

Italie via la route centrale méditerranéenne, soit une augmentation de 51% par rapport au nombre de Guinéens arrivés en Italie durant la même période en 2016.

Entre janvier et mai 2017, **1,434 guinéens** sont arrivés en Espagne par voie maritime et terrestre. Il s'agit d'une augmentation considérable par rapport aux 540 guinéens arrivés durant la même période en 2016. Plus de la moitié d'entre eux (740) sont arrivés par voie terrestre après avoir traversé les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Selon le HCR, la plupart des migrants et réfugiés arrivés d'Afrique de l'Ouest sont entrés dans les enclaves espagnoles en sautant sur les clôtures de la frontière séparant les enclaves du Maroc. Les guinéens représentent 21% des arrivés en Espagne durant cette période.

Réfugiés en Guinée : Selon les dernières données disponibles, datant du 31 mars 2017, il y avait 4,494 ivoiriens réfugiés en Guinée.

Rapatriment humanitaire : Le 13 juin, **l'OIM a facilité** le retour de 161 guinéens depuis la Libye, dont 5 femmes et 10 enfants, parmi lesquels 4 enfants non accompagnés.

Libéria

Groupe de haut niveau sur les migrations : Le 6 juin 2017, la présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf a ouvert à Monrovia le **Groupe de haut niveau sur les migrations internationales en Afrique**. Le Groupe de haut niveau, mis en place par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) sous la direction de l'Union Africaine et de la conférence des Ministres de la CEA à Addis Abeba, est présidé par Ellen Johnson Sirleaf. Le Groupe vise à **formuler des recommandations** pour construire et maintenir un **consensus politique durable** sur la mise en place d'un programme de développement de la migration internationale. Le Groupe est composé de **14 membres**, dont des représentants du Libéria, du Canada, de la Chine, de Malte, de Norvège ainsi que de l'OIT. Le groupe tiendra des consultations nationales, régionales et mondiales et rendra compte au Sommet des Chefs de l'Etat de l'Union Africaine en juillet 2018.

Dans son discours d'ouverture, **la présidente Sirleaf** a souligné l'importance d'inclure la diaspora libérienne dans les politiques migratoires.

Réfugiés au Libéria : A la date du 30 juin 2017, il y avait **13,317 réfugiés ivoiriens** au Libéria. **Le HCR a rapporté** avoir assisté 728 personnes dans leur retour en Côte d'Ivoire depuis le Libéria en mai.

Depuis 2015, **23,417 réfugiés ivoiriens** sont retournés en Côte d'Ivoire depuis le Libéria avec le soutien du HCR.

Mali

Contexte : Le nombre d'incidents sécuritaires et la **violence au Mali** ont augmenté considérablement depuis le début de l'année 2017, principalement en raison de l'activité accrue des groupes islamistes radicaux. Selon ACLED, le nombre de décès enregistrés causés par les groupes islamistes s'élève à 249 en 2017, soit 66% des 376 décès enregistrés liés à des violences ou incidents sécuritaires.

En juin, **3 soldats de la paix** ont été tués et 8 autres personnes blessées lors d'une **attaque contre** la MINUSMA dans la ville de Kidal. L'attaque a eu lieu alors que la **MINUSMA a annoncé** un renforcement des patrouilles dans la région de Kidal en réponse à une recrudescence de la violence dans la région. A la fin du mois de juin 2017, **le Conseil de Sécurité** a décidé de prolonger d'une année le mandat de la MINUSMA.

Au début du mois de juin 2017, le comité en [charge de surveiller](#) la mise en œuvre de l'accord de paix a rappelé la nécessité de mettre en place des autorités provisoires et des patrouilles conjointes à Kidal dès la fin du mois de juin. Alors qu'à Gao, les patrouilles mixtes et autorités provisoires sont opérationnelles depuis février 2017, à Kidal, des ex-rebelles de la CMA ont refusé de libérer un camp militaire qui devait accueillir les soldats des patrouilles mixtes et le Mécanisme Opérationnel de Coordination.

Le 18 juin 2017, [plusieurs personnes](#) ont été tuées lors de [l'attaque d'un complexe hôtelier](#) de la périphérie de Bamako. Plusieurs personnes ont également été blessées. L'International Peace Institute a publié un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord de paix au Mali, et [recommande que](#) la nouvelle force de lutte contre le terrorisme du Sahel du G-5 soutienne davantage le difficile processus politique en cours, plutôt que de s'y substituer.

Arrivées de maliens en Europe : Entre janvier et juin 2017, 4,789 maliens dont 651 mineurs non accompagnés sont arrivés en Italie par la mer, via la route centrale méditerranéenne. Le nombre de femmes maliennes arrivées en Europe reste faible, avec 144 (3%) des arrivées enregistrées cette année. Le nombre total de maliens arrivés en Europe a augmenté par rapport à la même période l'année dernière : 4,789 arrivées cette année contre 4,089 l'année dernière.

Migrations de transit au Mali : En juin 2017, dans le cadre du projet 4Mi, le RMMS Afrique de l'Ouest a conduit des entretiens approfondis avec 52 migrants et réfugiés, dont 16 femmes et 36 hommes à Mopti, Gao et Tombouctou. La plupart des personnes interrogées venaient du Burkina Faso (17), de la Guinée (11) et du Niger (03) et ont indiqué comme destination finale l'Afrique du Nord (44%), alors qu'une minorité a déclaré vouloir se rendre en Europe (21%). Certains migrants et réfugiés interrogés ont indiqué avoir été détenus au Mali, dont une partie à Sévaré par la police locale. Parmi eux, deux hommes ont indiqué avoir été détenus à des fins de rançons par les forces de sécurité.

Pour avoir accès à des informations sur les routes, la plupart des personnes interrogées ont déclaré s'appuyer sur leurs amis et famille dans le pays d'origine et à l'étranger, ainsi que sur les passeurs. 70% des migrants et réfugiés ont indiqué qu'ils n'utilisent pas les réseaux sociaux et ne possèdent pas de smartphone.

En juin 2017, [l'OIM a signalé que la proportion](#) de migrants et de réfugiés en provenance de Guinée transitant par le Mali a augmenté en 2017. Les ressortissants guinéens constituent désormais la majorité des personnes enregistrées voyageant au Mali, alors que les sénégalais et gambiens constituaient les nationalités les plus courantes en 2016.

Nouveau profil migratoire pour le Mali par l'UE : En juin 2017, le Centre de connaissances en matière de migration et de démographie (KCMD) de l'UE a [publié un nouveau profil migratoire](#) pour le Mali. Le profil est le premier d'une série qui cherche à soutenir le développement et le suivi du Cadre de partenariat pour les migrations instauré en juin 2016. Selon le KCMD, les profils visent à soutenir l'UE pour anticiper les développements futurs et faciliter l'identification des priorités de développement dans les pays d'origine.

Réfugiés maliens dans les pays voisins : A la date du 20 juin 2017, il y avait [51,502 réfugiés maliens](#) en Mauritanie, 55,545 au Niger et [33,501 au Burkina Faso](#). En mai, le HCR a enregistré un total de 79 incidents de protection dans les régions du Nord du Mali, dont une majorité de cas d'extorsions, de mariages d'enfants ou forcés et de vols.

En Mauritanie, [le HCR a enregistré 356 nouvelles](#) arrivées dans le camp M'Bera. Le nombre total d'arrivées dans le camp en 2017 s'élève à 2,601.

Déplacements internes : A la date du 31 mai 2017, il y avait **51,961 PDIs au Mali**. Cela représente une baisse de 12% par rapport aux 58,985 PDIs enregistrés en février. Il s'agit de la première baisse du nombre de PDIs depuis les nouveaux déplacements initiés entre janvier et mai 2017.

La majorité des **PDIs sont situés dans les régions** de Tombouctou (21,032), Ségou (10,505) et Ménaka (8,044). La majorité d'entre eux sont âgés de moins de 18 ans (56%).

Niger

Contexte : En juin 2017, l'UE a publié son **quatrième rapport d'étape** sur le Cadre de partenariat pour les migrations, qui soutient que la coopération avec le Niger est « emblématique » de ce qui peut être réalisé avec un pays de transit par le biais du Cadre de partenariat, faisant référence à l'adoption par le gouvernement du Niger d'une politique de migration cohérente et la mise en œuvre d'un plan d'action à court terme pour contrer les réseaux de passeurs à Agadez.

Cependant, comme l'indique également le compte rendu, l'augmentation des contrôles aux frontières et les mesures d'application de la loi contre les passeurs du nord du Niger ont entraîné un déplacement des routes migratoires et forcé les passeurs et leurs clients à emprunter des routes plus difficiles et dangereuses à travers le désert, augmentant à la fois le prix et le risque pour les migrants et réfugiés. Les passeurs évitant maintenant les zones de surveillance connues, il devient de plus en plus difficile de mesurer les mouvements de personnes à travers le désert.

Un **rapport** de l'Institut danois pour les études internationales publié en juin 2017 souligne l'importance de ne pas se concentrer uniquement sur la réduction des mouvements migratoires, mais aussi sur l'émergence d'une économie viable pour soutenir une transition qui ne repose pas sur les activités de contrebande dans le nord du Niger. Compte tenu du contexte sécuritaire fragile dans la région, et en particulier dans les pays voisins, le rapport indique que la politique anti-migratoire pourrait entraîner une perturbation des moyens de subsistance des jeunes dans les régions du nord du Niger, en particulier parmi les groupes minoritaires, ce qui pourrait s'avérer être une source potentielle de déstabilisation.

Vulnérabilité des migrants : En juin 2017, un grand nombre de migrants et de réfugiés auraient perdu la vie dans le désert dans le nord du Niger après avoir été abandonnés par leurs passeurs. Cependant, il est difficile de dire si cela est dû à une augmentation du nombre de décès dans le désert ou à une augmentation de la surveillance de la zone suite au lancement d'un projet de recherche et de sauvetage dans le nord du Niger par l'OIM en avril 2017.

Au début du mois de juin 2017, **les autorités nigériennes et l'OIM** auraient sauvé 92 migrants qui avaient été abandonnés par des passeurs dans le nord du Niger. **16 autres migrants** ont été sauvés le 6 juin dans la région de Zinder, près de la frontière nigérienne. Fin juin, l'OIM a sauvé 25 autres migrants près de la ville de Séguédine. Ceux qui ont été sauvés faisaient partie d'un groupe de 75 personnes ayant quitté Agadez dans un convoi à la mi-juin. Une recherche a été menée pour retrouver les 51 autres personnes sans succès. Elles auraient probablement perdu la vie.

En juin 2017, **l'OIM a rapporté** avoir sauvé plus de 600 migrants dans le désert du Niger entre avril et juin dans le cadre du projet « Migrants Rescue and Assistance in Agadez Region » lancé en avril.

Mécanisme de suivi des migrations mixtes au Niger : Dans le cadre du Mécanisme de suivi des migrations mixtes au Niger, le RMMS Afrique de l'Ouest a conduit des entretiens approfondis avec 41 migrants et réfugiés au

Niger en juin 2017, 20 femmes et 21 hommes ont été interrogés dans les villes d'Agadez et Niamey, originaires de 11 pays en Afrique de l'Ouest et Afrique subsaharienne, en majorité du Nigéria, de la Guinée et du Sénégal. 56% des migrants et réfugiés interviewés ont indiqué vouloir se rendre en Europe.

Lors de ces entretiens, 26 cas d'abus physiques ont été rapportés par 13 migrants. Parmi ces abus, 11 ont eu lieu au Burkina Faso (7 dans la ville de Kantchari à la frontière nigérienne), 10 au Niger, à Agadez, Niamey et Zinder. Les auteurs de ces abus ont été majoritairement identifiés comme des membres des forces de sécurité et des passeurs. 14 personnes ont indiqué avoir été volées lors de leur voyage, principalement à Agadez, et 10 personnes ont rapporté avoir été détenues, en majorité à Agadez également. 5 femmes ont indiqué qu'elles ont subi ou été témoins de 9 cas d'abus sexuels, dont 5 cas de viols à Kantchari, Zinder, Niamey et Lagos. Les abus sexuels ont été majoritairement rapportés à Zinder au Niger.

Rapatriation humanitaire : Le 12 juin 2017, l'OIM a assisté 11 retours volontaires par voie aérienne de nigériens depuis la Libye.

Réfugiés au Niger : A la date du 30 juin, il y avait 106,146 réfugiés nigériens et 55,545 réfugiés maliens au Niger, soit une baisse de 4,609 réfugiés maliens depuis décembre 2016.

La majorité des réfugiés maliens sont mineurs (63%) et originaires de la région de Gao (98%).

Déplacements forcés dans la région de Diffa : A la date du 30 juin 2017, il y avait 127,299 PDIs, 106,146 réfugiés nigériens et 14,546 retournés nigériens vivant dans la région de Diffa au Niger. Fin juin et début juillet 2017, plusieurs attaques graves se sont produites dans la région de Diffa, y compris un double attentat-suicide dans un camp de PDIs géré par le HCR, faisant 2 morts et 11 blessés. Une autre attaque a été perpétrée contre le village de N'Galewa, au cours de laquelle 9 hommes ont été tués et 37 personnes enlevées, dont 24 femmes et 13 enfants. [Suite à cette attaque](#), les réfugiés vivant dans le camp de Kablewa, proche de N'Galewa ont demandé de l'aide pour déménager dans le camp de Sayam Forage.

Nigéria

Contexte : Selon la dernière mise à jour de la situation sécuritaire au Nigéria de l'International Crisis Group, le pays est confronté à une période d'incertitude croissante. Alors que les problèmes de santé du président entraînent des spéculations politiques, l'insurrection de Boko Haram persiste dans le nord, des séparatistes Biafra au sud-est provoquent des agitations. Par ailleurs, les affrontements mortels entre les éleveurs et les agriculteurs dans les régions nord et centrale continuent d'augmenter.

Arrivées de nigériens en Europe : Entre janvier et juin 2017, 14,118 nigériens sont arrivés en Italie par voie maritime, dont 933 enfants non accompagnés. Au cours de cette période, les nigériens représentaient la nationalité la plus élevée parmi les arrivées, soit 17% des 83,752 arrivées. Par rapport à la même période en 2016, les arrivées de nigériens en Italie par voie maritime ont augmenté de 16%. Parmi l'ensemble des personnes arrivées en Italie par la mer entre janvier et mai 2017, 11% étaient des femmes adultes, alors que 30% des arrivées nigérianes étaient des femmes (4,168). Les femmes nigérianes représentent 45% de toutes les femmes arrivées en Italie entre janvier et juin 2017.

Réfugiés dans les pays voisins : A la date du 30 juin, il y avait 207,227 réfugiés nigériens dans les pays voisins, dont 93,186 réfugiés nigériens au Cameroun, 106,146 réfugiés au Niger et 7,895 au Tchad.

Retour des personnes déplacées : Entre avril et juin 2017, 15,036 personnes sont retournées du Cameroun

à Banki dans l'État de Borno. Au total, entre janvier et juin 2017, 20,604 personnes enregistrés sont rentrées au Cameroun depuis le Nigéria. Le HCR et le Service d'immigration du Nigéria ont enregistré 180,000 personnes rapatriées du Tchad, du Cameroun et du Niger entre janvier et juin 2017.

Les retours forcés de réfugiés nigériens depuis le Cameroun se poursuivent. Le 27 juin 2017, [le HCR a annoncé](#) que près de 900 réfugiés ont été renvoyés de force à Banki au Nigéria dans le cadre d'une opération conjointe Nigéria-Cameroun. En 2017, entre janvier et juin, 4,300 réfugiés ont été renvoyés de force du Cameroun vers le Nigéria.

[Le HCR a exprimé sa préoccupation](#) par le fait que de nombreuses zones dans lesquelles les nigériens retournent ne sont pas prêtes à recevoir un grand nombre de rapatriés. De nombreux besoins essentiels ne sont pas satisfaits dans ces zones de retour : suffisance alimentaire, accès à l'eau, la santé, l'assainissement et abris adéquats. Ainsi, la majorité des retournés entreprennent des déplacements secondaires.

Déplacements internes : Selon l'OIM, le 30 juin 2017, [il y avait 1,825,321 personnes déplacées](#) dans les six États du nord-est du Nigéria.

Vulnérabilité des PDIs : En juin 2017, un groupe local de défense des droits basé au nord-est du Nigéria a lancé une pétition signalant que des femmes déplacées dans un camp de la ville de Bama auraient subi des violences dans le camp et à l'hôpital de Bama, par des soldats et membres d'un groupe de vigilance formé par des civils. Ils auraient exigé des rapports sexuels à des femmes déplacées en échange d'aliments. L'armée nigérienne s'est engagée à enquêter sur ces cas d'exploitation et d'abus.

Le 18 juin 2017, [4 femmes-kamikazes](#) ont mené une attaque près du camp de déplacés internes de Dalori dans la région de Borno, entraînant la mort de 16 personnes. Selon OCHA, les attaques contre les sites accueillant des personnes déplacées à Maiduguri ont augmenté en 2017.

Sénégal

Arrivées de sénégalais en Europe : Entre janvier et juin 2017, [4,834 migrants et réfugiés du Sénégal](#), dont 596 enfants non accompagnés, sont arrivés en Italie par voie maritime via la route méditerranéenne, soit une légère augmentation par rapport aux 4,047 sénégalais arrivés au cours de la même période en 2016.

Rapatriement humanitaire : Le 1er juin 2017, [l'OIM a assisté 171 migrants sénégalais](#) à rentrer volontairement au Sénégal depuis la Libye, puis 165 autres migrants le 6 juin. La majorité des retournés avaient été détenus en Libye pendant de longues périodes. La Croix-Rouge sénégalaise appuie les migrants retournés dans leur réinsertion sociale.

Cadre de partenariat de l'UE : [Le Sénégal est le premier pays bénéficiaire](#) de la fenêtre Sahel et Lac Tchad du Fonds d'affectation spéciale de l'UE, avec 9 projets d'une valeur de plus de 181 millions d'euros. Depuis le début du cadre de partenariat de l'UE en juin 2016, le Sénégal a ouvert une ambassade au Niger pour aider les migrants souhaitant retourner au Sénégal et a commencé à réorganiser son service de police des frontières et à améliorer la disponibilité de données fiables sur les migrations. Selon l'UE, les prochaines étapes comprennent l'établissement d'une coopération efficace en matière de réadmission des migrants arrivant en Europe via la voie méditerranéenne.

Autres informations régionales

G-5 Sahel : En juin 2017, le [Conseil de sécurité des Nations-Unies s'est félicité](#) du déploiement de la force commune du G-5 Sahel en adoptant à l'unanimité la résolution 2359 (2017). Le Conseil de sécurité s'est également félicité de l'engagement de l'UE à fournir un soutien financier de 50 millions d'euros à la force et a appelé à une coordination minutieuse entre la MINUSMA et les forces françaises dans la région. Toutefois, [le Conseil de sécurité a rappelé](#) qu'il incombait aux États du G-5 de fournir les forces et des ressources suffisantes et n'a pas approuvé le soutien financier de l'ONU pour ses opérations.

[Le Conseil de la paix et de la sécurité](#) de l'Union africaine a également approuvé le concept Stratégique d'opérations de la force commune du G-5.

La force commune sera composée de 5 000 soldats, principalement militaires, des cinq États membres et sera déployée le long de la frontière entre le Mali et la Mauritanie, dans la région de Liptako-Gourma entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger et à la frontière entre le Niger et le Tchad. [L'Institut des études de sécurité](#) émet des réserves sur cette force en estimant qu'il est peu probable qu'une approche strictement militaire soit suffisante pour remédier à [l'instabilité dans la région](#) et souligne la nécessité d'une vision à long terme.

Quatrième rapport d'étape sur le cadre de partenariat de l'UE avec les pays tiers : En juin 2017, l'UE a [publié le quatrième rapport d'étape](#) sur le cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'Agenda européen pour les migrations. Le rapport dresse le bilan du Cadre de partenariat initié il y a un an pour aborder les migrations irrégulières et présente les principaux développements et progrès réalisés entre mars 2016 et juin 2017, ainsi que les enseignements tirés et les principaux défis.

Le retour des migrants de l'UE vers les États d'origine reste un véritable défi. L'UE a commenté que « surmonter les résistances dans le domaine du retour et de la réadmission exigera une utilisation plus coordonnée et plus large des leviers offerts par toutes les politiques pertinentes de l'UE pour atteindre résultats ». Le rapport souligne également la nécessité de mettre en place une utilisation coordonnée des politiques de visa ou de migration légale afin d'inciter les retours, en faisant remarquer que seuls 2 des 23 États membres ont des initiatives bilatérales en cours avec les pays concernés, facilitant la mobilité et la circulation des jeunes diplômés et professionnels. À l'inverse, bien que les conclusions de la réunion du Conseil de l'UE en juin aient également réitéré la nécessité de « réaliser de véritables progrès en matière de politique de retour et de réadmission », l'UE a également mis en évidence la possibilité d'utiliser une nouvelle évaluation des politiques en matière de visas pour inciter à la coopération avec les pays prioritaires concernant le retour.

Dans un communiqué publié avant la réunion du Conseil de l'UE en juin, un grand nombre [d'organisations de la société civile](#) ont souligné les avancements limités du Cadre de partenariat de l'UE depuis sa création et ont appelé l'UE à élaborer une politique de migration plus durable et plus efficace. Des recommandations ont été émises, dont la promotion d'une vision plus large de la migration, notamment en mettant l'accent sur les avantages de la migration, en élargissant et en améliorant les voies régulières vers l'UE et en donnant la priorité aux besoins de protection des migrants et des réfugiés.

Arrivées d'africains de l'Ouest en Europe : Entre janvier et juin 2017, [83,752 migrants et réfugiés](#) sont arrivés en Italie par voie maritime, soit une augmentation de 19% par rapport à la même période en 2016. De janvier à juin 2017, les africains de l'Ouest représentaient environ 57% (47,558 individus) des arrivées en Italie par mer. Les nigériens représentaient plus de 17% du nombre d'arrivées global, les ivoiriens et guinéens 9%, les gambiens, sénégalais et maliens 6%.

Entre janvier et mai 2017, 6,819 migrants et réfugiés sont arrivés en Espagne, soit une augmentation de 75% par rapport à la même période l'année dernière. Entre janvier et mai 2017, les africains de l'Ouest représentaient 55% des arrivées en Espagne, soit 3,779 personnes en 2017 contre 1,244 en 2016. Les migrants et les réfugiés originaires de Côte d'Ivoire et de Gambie arrivent davantage en Espagne par voie maritime, alors que les guinéens arrivent autant par voie maritime que terrestre.

Enfants sur les routes en Italie : Selon les constatations d'une [évaluation menée par REACH](#) avec des enfants en Italie entre décembre 2016 et mai 2017, la plupart des enfants arrivant en Italie par voie maritime d'Afrique de l'Ouest ont tendance à prendre la décision de migrer individuellement et ont donc entrepris leur voyage seul. Les mineurs interrogés par REACH étaient majoritairement des garçons non accompagnés âgés de 16 à 17 ans, et près d'un tiers d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient quitté leur maison en raison de violences ou de problèmes chez eux. En moyenne, les enfants arrivant en Italie par la mer en provenance d'Afrique de l'Ouest ont voyagé pendant plus d'un an avant d'arriver et la majorité d'entre eux a travaillé pendant leur voyage, souvent dans des sites de transit clés au Niger, en Algérie ou en Libye. Près de la moitié des enfants ont été enlevés en Libye et l'ensemble des mineurs interrogés ont déclaré que la traversée de la Libye était la partie la plus traumatique du parcours terrestre.

Décès en mer méditerranéenne : Il est estimé qu'entre janvier et juin 2017, [2,256 migrants](#) sont décédés ou ont disparu en Méditerranée, soit une légère baisse par rapport aux 2,946 estimés au cours de cette période l'an dernier. Cependant, selon l'OIM, le taux de mortalité a doublé en 2017, passant de 1,2% au premier semestre de 2016 à 2,3% en 2017. Au cours du mois de juin 2017, 545 migrants sont décédés ou ont disparu dans la Méditerranée.

Publications

[UNICEF \(2017\) « À la recherche d'opportunités : Les voix des enfants en déplacement en Afrique de l'Ouest et centrale »](#)

Ce rapport vise à fournir une image équilibrée de la migration en Afrique de l'Ouest et du Centre, en mettant l'accent sur les voix des enfants en mouvement dans la région. Il examine leurs motivations, les méthodes qu'ils utilisent et les défis auxquels ils font face, afin de mieux définir les besoins de protection avant, pendant et après leur migration.

[Merkle, O et al. \(2017\) « A Study on the Link between Corruption and the Causes of Migration and Forced Displacement », GIZ \(Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit\)](#)

Cette étude développe un cadre théorique adaptable expliquant les liens entre corruption et migration, y compris diverses formes de migration telles que la migration forcée ou volontaire. L'étude identifie comment la corruption influe la sécurité humaine et conduit directement ou indirectement à la migration et au déplacement, développe des hypothèses de recherche et donne des recommandations pour considérer et traiter la corruption en tant que cause de migrations et de déplacements.

[OCDE \(2017\) « Les Perspectives des migrations internationales » 2017](#)

Les Perspectives des migrations internationales 2017, 41^e édition de cette publication annuelle de l'OCDE, analyse les développements récents des mouvements migratoires et politiques migratoires des pays de l'OCDE et de certains pays non membres. Cette publication examine l'impact de l'augmentation récente de la migration

humanitaire ainsi que l'évolution du marché du travail des immigrants dans les pays de l'OCDE, notamment la dynamique à moyen terme en matière d'emploi et les implications des changements structurels sur le marché du travail.

[Global Initiative Against Transnational Organised Crime \(2017\) « The Role of Smugglers in Protection for People on the Move » Presentation](#)

Dans cette présentation réalisée dans le cadre des consultations annuelles du HCR avec les ONG en 2017, l'Initiative mondiale contre le crime transnational organisé explore le rôle que jouent les passeurs dans un nombre croissant de voyages migratoires et s'intéresse aux personnes qui recherchent une protection internationale en l'absence de voies régulières pour migrer.

[OPEN Publications \(2017\) « Challenges and Opportunities Across NATO's Greater South: Migration, Trafficking, Extremism and Instability » Vol 1 \(3\)](#)

Ce rapport s'intéresse à l'action de l'OTAN dans le « Grand Sud », afin d'explorer les défis et les opportunités dans des zones situées au-delà du champ d'action traditionnel de l'OTAN, abordant les questions migratoires et le trafic transnational d'armes, de drogues et de personnes ainsi que le l'extrémisme violent et conflictuel. Le rapport souligne que les approches utilisées traditionnellement pour aborder ces questions, y compris le contrôle des frontières et les réponses militaires, peuvent être sources d'instabilité et que les différents défis auxquels l'OTAN fait face peuvent s'avérer être des opportunités plutôt que des menaces.

[UNHCR \(2017\) « The Global Trends: Forced Displacement in 2016 »](#)

Selon le dernier rapport sur les tendances mondiales du HCR, le nombre de personnes déplacées de force de leur domicile a atteint un nouveau sommet en 2016, avec 65,6 millions de personnes déplacées à l'échelle mondiale. Ce nombre comprend 22,5 millions de réfugiés, 40,3 millions de personnes déplacées, 2,8 millions de demandeurs d'asile et au moins 3,2 millions de personnes enregistrées comme apatrides. En 2016, 10,3 millions de personnes ont été nouvellement déplacées, incluant 6,9 millions de PDIs.

[Thomson, S. Singhvi, A. \(2017\) « Les efforts déployés pour sauver les migrants ont causé des conséquences mortelles et inattendues » New York Times](#)

Cet article explore les conséquences des stratégies de sauvetage des migrants en mer Méditerranée, soulignant comment ces dernières ont paradoxalement poussé les migrants dans des situations dangereuses et difficiles. L'article décrit que les nombreux bateaux de secours patrouillent de plus en plus près de la côte libyenne et que de ce fait, les passeurs mettent les migrants dans des bateaux moins solides, obligeant les bateaux de secours à se rapprocher des eaux libyennes. Cependant, l'article souligne qu'il n'y a aucune preuve que la réduction des bateaux de sauvetage réduirait les décès et que les solutions reposent sur des politiques à long terme ainsi que sur d'autres voies légales pour la migration.

Pour plus d'informations veuillez consulter notre site web:

www.westafrica.regionalmms.org